

Le déchaînement du monde : logique nouvelle de la violence, de
François Cusset, Paris, La Découverte, 2018, 240 p.

Denis Carlier

Volume 39, numéro 1, 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1068372ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1068372ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Carlier, D. (2020). Compte rendu de [*Le déchaînement du monde : logique nouvelle de la violence*, de François Cusset, Paris, La Découverte, 2018, 240 p.] *Politique et Sociétés*, 39(1), 183–185. <https://doi.org/10.7202/1068372ar>

Le déchaînement du monde: logique nouvelle de la violence, de François Cusset, Paris, La Découverte, 2018, 240 p.

Historien des idées français, François Cusset s'est spécialisé dans la contre-révolution conservatrice de la fin du XX^e siècle, pour tenter d'en identifier les mécanismes et d'aider à forger les outils d'une contre-attaque théorique. Son rapport à la théorie politique est marqué par une anxiété palpable, née de la réaction anti-intellectuelle des années 1980. C'est donc avec cohérence qu'il s'attaque, dans *Le Déchaînement du monde*, à la notion de violence, « impensé majeur » du début du XXI^e siècle (p. 10). Omniprésente dans notre environnement social, elle est pourtant souvent réduite dans le discours à sa manifestation immédiate, celle d'un moment d'« effraction » (p. 6). Contre la thèse voulant que la violence connaisse un inexorable déclin, Cusset entend montrer qu'elle a seulement changé dans ses modalités, qu'elle constitue en premier lieu une circulation d'énergies, et que toute tentative de conceptualisation ne mène qu'à la légitimation d'une forme de violence au détriment d'une autre.

L'ouvrage s'ouvre sur un large inventaire des formes contemporaines de violences, qui peuvent être autant criminelles ou financières qu'environnementales, homophobes ou postcoloniales, parmi ses innombrables déclinaisons. Cusset reprend de Jacobo Grajales (2016, Karthala) le concept de « gouvernement dans la violence » pour décrire un processus de normalisation de la violence meurtrière qui devient partie intégrante de la gouvernementalité néolibérale (p. 27). À partir de cette hypothèse, il suggère d'inscrire la caractérisation des formes particulières de violence dans « une mécanique plus vaste » (p. 34), marquée par « la démultiplication, la prolifération, la "molécularisation" de la violence » (p. 72-73). Une seconde proposition est conséquemment celle d'une nouvelle systématité de la violence, liée à « la colonisation apparemment pacifique » du « temps ordinaire » par un « impératif comptable d'optimisation » (p. 82-83). Pour

Cusset, cette innovation contemporaine « redouble la violence du pouvoir d'une pédagogie de la soumission, d'une violence psychique infligée au subordonné par la démonstration objective de son infériorité » (p. 83). Si l'on peut contester ce postulat de nouveauté, on sait gré à l'auteur de parvenir à nous faire ressentir la violence à l'œuvre sous le vernis aseptisé des pratiques biopolitiques (« l'administration de la vie », p. 106), à travers notamment les exemples des violences obstétricales ou de la production de dépendances aux médicaments.

Cusset inscrit cette redéfinition de la violence par la normativité néolibérale dans une continuité critique avec le propos de Norbert Elias sur la « civilisation » comme processus de répression des émotions et de pacification des comportements. Plutôt qu'une « dissipation de la violence » (p. 119), le processus de civilisation en produit plutôt la canalisation, et ce sont donc surtout les « grammaires de comportement » (p. 126) qui se trouvent modifiées. L'auteur accepte la thèse d'Elias pour le début du XX^e siècle, mais estime que les rapports sociaux ont aujourd'hui changé vers « l'informalité, la convivialité et la décontraction obligatoire » (p. 130), à la fois en conséquence de cette injonction à la « civilité » et en contradiction avec son principe de pacification : « sous la forme hypertrophiée qu'il a prise à l'ère du marché roi, le signe n'apaise plus la violence : cette fois il la relance, la prolonge, la renouvelle » (p. 148). L'injonction à l'optimisation mène, croit Cusset, à dépasser l'interdit de la violence, qui désormais est communiquée, « s'installe pour de bon dans l'espace de nos interactions » (p. 148).

C'est aux écrits de Georges Sorel, Sigmund Freud et Georges Bataille que Cusset vient raccrocher sa théorisation de la violence comme « phénomène circulatoire » de « propagation d'une émotion » (p. 7), dans une approche qui consiste à aborder la violence au regard des mécanismes de dépense plutôt que de production. La lecture psychanalytique présente, écrit-il, le double avantage d'accepter que la violence soit inhérente à l'ordre social et d'aider à comprendre ce que la philosophie a du

mal à saisir : la consommation dans son rapport à l'objet en tant que signe, pour sa valeur d'usage. La psychanalyse identifie en effet le sujet comme se construisant « dans l'intervalle entre ses désirs et leurs objets, mais aussi entre le présent de la pulsion et la conscience de ses effets » (p. 158). Il s'agit alors de se confronter et d'accepter l'existence d'une limite jusqu'à l'incorporer, pour accéder à l'autonomie psychique et à une « régulation de la violence » (p. 158). Or, par une injonction à la maximisation de la dépense qui encourage à éliminer tout potentiel de résidualité, le néolibéralisme mène, en termes lacaniens, à une « *forclusion* du désir », soit « son anéantissement par sursollicitation » (p. 160).

La « violence systémique de l'économie et des structures » (p. 186) risque donc toujours de provoquer en réponse « une violence nihiliste, anémique, insensée » ou « des compensations politiques ou religieuses excluantes » (p. 187). Éviter ce double écueil implique alors de « retrouver une capacité d'agir ensemble qui, pour faire dévier ces flux d'énergie mortifère, parvienne à enclencher le cercle vertueux de la contestation et de l'insoumission, celui qui rassemble et redonne une maîtrise sur sa vie » (p. 187). Comme la « violence systémique de la consommation », la « contre-violence des insurrections nouvelles » passe aussi par des objets, qu'elle détourne tactiquement (p. 192). Mais l'émeute ne suffit pas à l'émergence d'un « sujet collectif », elle s'inscrit dans une diversité des tactiques et dans une articulation entre « lutte directe et forme de vie collective au quotidien » (p. 196-197). La « contre-violence en acte » (p. 199) se retrouve dans tous les « interstices, vitaux, de la violence systémique » (p. 198). Loin des oppositions dichotomiques entre violence et pacifisme émerge l'idée d'un « continuum de l'action » (p. 213) : toute action émancipatrice est en somme contre-violence, puisqu'offensive, et l'action directe est liée à des « modes de vie en rupture » (p. 214).

L'auteur rend bien compte de la violence induite par la dépolitisation gestionnaire contre laquelle s'inscrit nécessairement l'action politique comme résistance, dans

l'opposition entre *politeia* et *dunasteia*, statut et conflit, normativité et dire-vrai qui fondent la lecture des « pratiques de liberté » proposée par Michel Foucault (*Le Gouvernement de soi et des autres*, Gallimard/Seuil, 2008, p. 137-156). Réaffirmer que la violence n'a pas diminué mais bien changé de forme est également salutaire, et le choix de Cusset de caractériser la violence à partir de notions psychanalytiques a une certaine valeur heuristique, en encourageant à se demander comment et dans quelle direction canaliser la violence. Reste après cela à évaluer l'applicabilité de son approche à des analyses matérielles. Car si l'idée d'énergies circulantes peut aider à comprendre ce que Didier Bigo et Laurent Bonelli nomment les « politiques de gestion de l'inquiétude » (« Critique de la raison criminologique », *Cultures & conflits*, 2014, nos 94-96 p. 24), il n'en est pas nécessairement de même pour ce qui a trait au vécu quotidien de la domination, c'est-à-dire les résultats performatifs des pratiques de gouvernement.

Malgré quelques contre-exemples comme les luttes environnementales et indigénistes wampi au Pérou (p. 207-209), Cusset traite en effet plus d'un recours militant et intellectualisé à la contre-violence que des résistances quotidiennes aux violences structurelles, nécessaires à la survie et qui constituent notamment le fondement de l'approche intersectionnelle de Patricia Hill Collins (*Black Feminist Thought*, Routledge, [2^e éd.] 2000). Il invisibilise conséquemment ce vécu, trop occupé à situer les pratiques militantes de contre-violence dans un « continuum de l'action » (p. 213), duquel elles ne peuvent pourtant être distinguées. Car s'il est illusoire de vouloir tracer une frontière entre violence et non-violence dans les pratiques militantes, l'arbitraire définitionnel est inhérent à toute dynamique de classification et ne justifie donc par de vouloir abandonner le terme lui-même au motif qu'il serait producteur de « malentendus » et participerait donc du « langage du pouvoir » (p. 233). Le continuum de l'action répond en pratique au continuum des violences vécues, théorisé par Liz Kelly (« The Continuum of Sexual Violence », p. 46-60 dans Jalna

Hanmer et Mary Maynard (dir.) *Women, Violence and Social Control*, Palgrave Macmillan, 1987) comme allant du symbolique au meurtrier, et où chacune des formes de violence renforce la légitimité sociale des autres – où, par exemple, le discours haineux d'une presse tabloïd participe à créer les conditions de possibilité de la rationalisation d'un passage à l'acte meurtrier, et inversement. Les phénomènes sociaux les plus élémentaires sont aussi nécessairement les plus complexes à décrire, et plutôt que de suivre la stratégie d'évitement de François Cusset ou de recourir à une catégorie essentialisée, on préférera distinguer la violence de la contre-violence en fonction d'un référentiel structurel, tout en qualifiant autant que possible les modalités de violence dont il est question. Décrire la violence coloniale ordinaire n'invalide par exemple pas les pratiques de résistance des populations colonisées, mais en fournit au contraire le contexte social et politique.

Denis Carlier

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal
Laboratoire Temps, mondes, sociétés
(TEMOS), Université d'Angers
carlier.denis@courrier.uqam.ca

La lutte, pas la guerre: écrits pacifistes radicaux (1918), de Ernst Bloch, traduit par Lucien Pelletier, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2019, 120 p.

Pendant la Première Guerre mondiale, un nombre important d'intellectuels allemands ont été contraints à l'exil partout en Europe. Pour plusieurs, ce déracinement n'a pas signifié la fin de leur engagement intellectuel, mais plutôt l'inverse. À l'âge de trente et un ans, le philosophe Ernst Bloch a quitté l'Allemagne pour se réfugier en Suisse par peur d'être contraint au service militaire. En exil, il a ressenti un fort besoin d'exprimer ses convictions politiques concernant la guerre. Il a entretenu une étroite collaboration avec le journal pacifiste et démocrate *Freie Zeitung*. Dans l'ouvrage *La lutte, pas*

la guerre: écrits pacifistes radicaux, traduit et présenté par Lucien Pelletier, spécialiste de la pensée de Bloch, figurent trois textes importants de cette période. Ceux-ci sont d'une grande valeur, car ils nous permettent à la fois de mieux comprendre les positions politiques de Bloch en 1918 et certaines propositions théoriques complexes développées dans l'ouvrage *L'esprit de l'utopie*, écrit durant la même période. Ce dernier a été le premier grand livre de Bloch. Il a eu une influence majeure sur les auteurs de la première génération de l'École de Francfort, dont Theodor W. Adorno et Walter Benjamin. La substance de *La lutte, pas la guerre* peut être présentée en trois parties. La première explore les positions politiques de Bloch pendant la Première Guerre mondiale. La deuxième présente la réflexion théorique et critique de l'auteur concernant la pensée de Karl Marx. La dernière expose les grandes lignes de la conception blochienne du socialisme à cette époque.

Beaucoup de socialistes ont été surpris et mécontents de voir le Parti social-démocrate allemand, à la fondation duquel Karl Marx a participé, se ranger avec la bourgeoisie nationale allemande en appuyant la Première Guerre mondiale. Cette décision a grandement ébranlé la Deuxième Internationale socialiste. Certains membres importants, dont Lénine, n'ont pas cru à la nouvelle lorsqu'ils l'ont apprise. Pour plusieurs, en décidant d'appuyer la guerre, le parti social-démocrate a trahi la classe ouvrière. Les intellectuels socialistes ont donc entrepris un débat important sur leurs positions face à la Grande Guerre. L'une des positions privilégiées par nombre d'entre eux, dont Bloch, a été le défaitisme révolutionnaire. Défaitisme, puisqu'ils souhaitaient que l'Allemagne perde contre l'Entente. Révolutionnaire, car ils espéraient que le système politique autoritaire prussien soit remplacé par une forme de démocratie populaire. Bloch écrit dans le premier texte du recueil: « Mais ce que nous souhaitons, c'est qu'on en finisse avec les seigneurs et les hobereaux, qu'on dise "assez" à vos impitoyables oppresseurs, ceux qui ont causé cette guerre, l'ont alimentée, la prolongent;